



FOCUS N° 252

Ifop Opinion

Retour sur les ressorts du mouvement lycéen



CONTACTS IFOP :

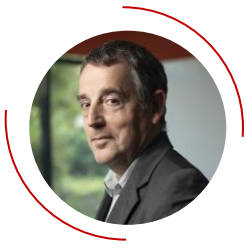
contact@ifop.com

Jérôme Fourquet

Ifop Opinion

Tél. : 01 45 84 14 44

EDITION OCTOBRE 2026



L'Edito

par Jérôme Fourquet

Dans son nouveau livre *Homo occidentalis*, co-écrit avec le psychologue et psychanalyste Ruben Rabinovitch, Jérôme Fourquet décrit une véritable bascule anthropologique et psychique de l'Occident : transformation de la famille et du rapport au corps, à la religion et à la consommation, affaiblissement de l'autorité, et, plus largement, montée en puissance d'un individu toujours plus autonome. Les récentes mobilisations lycéennes peuvent être lues, dans une certaine mesure, comme une illustration de cette transformation et de ce passage de l'ancien au nouveau régime psychique.

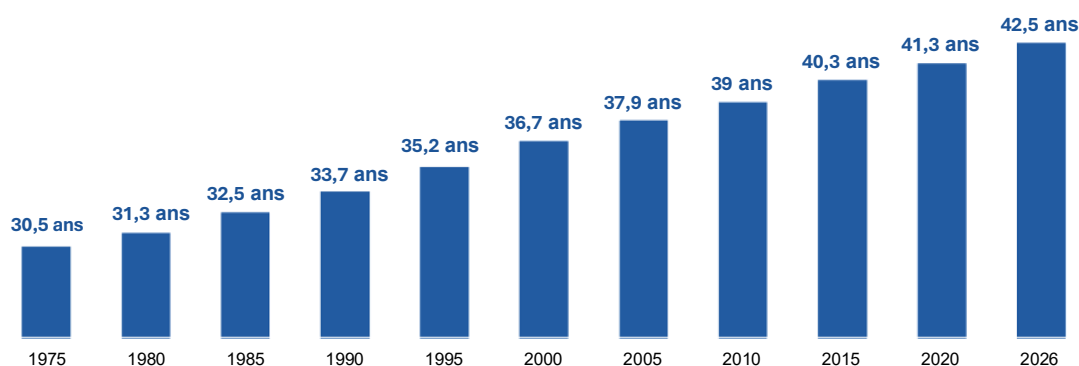
Ce n'est certes pas la première fois que la France est le théâtre d'une mobilisation lycéenne, mais celle-ci présente des caractéristiques particulières. Elle est d'abord d'ampleur et ne se focalise pas sur la demande de retrait d'un texte de loi ou d'une mesure, comme ce fut souvent le cas par le passé, avec par exemple la mobilisation contre la loi Fillon (loi d'orientation sur l'école) en 2005, ou en 2006 contre le CPE (Contrat Première Embauche). Les revendications actuelles sont diverses. On évoque à la fois le mauvais état de certains lycées, les postes d'enseignants non pourvus, mais aussi les emplois du temps à rallonge et l'angoisse suscitée par le dispositif Parcoursup.

1- Dans une France vieillissante, la priorité a été donnée aux retraites et pas à l'éducation

Si le manque de moyens est apparu particulièrement criant dans les établissements de banlieues où la mobilisation a débuté, ces lycées mal entretenus et insuffisamment pourvus en personnel ne sont que la loupe grossissante d'un phénomène macro-économique majeur. Depuis plusieurs décennies, la société française a, consciemment ou non, fait le choix de privilégier davantage d'autres postes de dépenses que l'éducation. Comme le rappelle Antoine Foucher dans son livre, *Pour que nos enfants vivent mieux que nous* (L'Aube, 2026), en 1975, notre pays consacrait autant à l'éducation (6,5% du PIB de l'époque) qu'aux retraites (7% du PIB). Près de cinquante ans plus tard, la part du PIB dédiée à l'éducation n'a pratiquement pas augmenté (à près de 7%), quand celle des retraites doublait, pour absorber désormais 14% de la richesse nationale.

En cinquante ans, la France a connu un vieillissement progressif, l'âge médian (qui sépare la population totale en deux parts égales) passant de seulement 30,5 ans en 1975 à 42,5 ans en 2026.

1975 - 2026 : évolution de l'âge médian en France



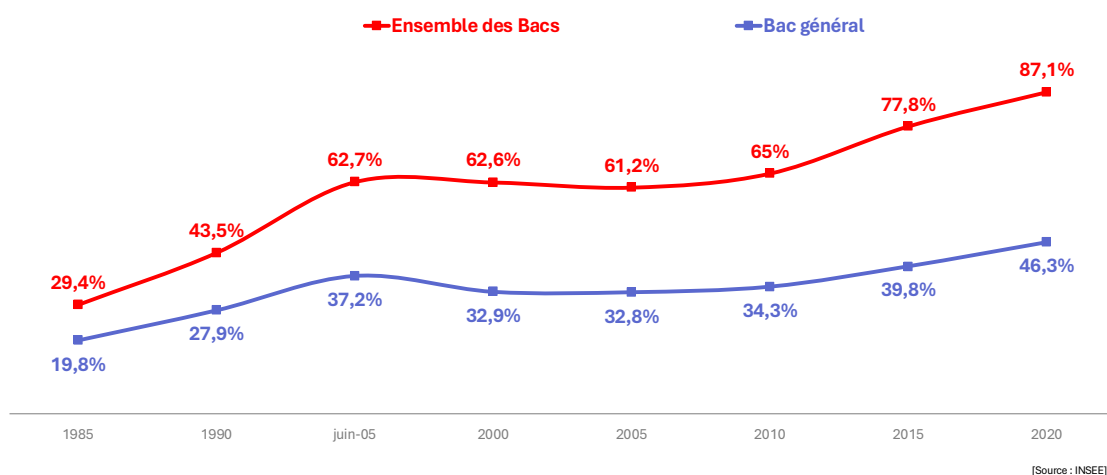
Ce vieillissement général de la population ne pose pas que des problèmes de financement de notre système de retraite. Il affecte en fait tout le métabolisme de notre société. Les personnes âgées étant de plus en plus nombreuses, elles pèsent d'un poids déterminant sur un nombre croissant de marchés qui adaptent leurs offres à cette population. L'âge moyen d'un acheteur d'une voiture neuve s'établissant aujourd'hui par exemple à 54 ans, le marketing et le design collent aux goûts de ce public en matière d'automobile. Le taux d'épargne élevé du pays, la préférence pour la rente (les fonds euros des assurance-vies ou les livrets d'épargne) sur l'investissement, mais aussi l'omniprésence des publicités pour les prothèses auditives ou les systèmes d'alarmes pour les logements à la télévision (âge moyen d'un téléspectateur de France 2 : 65 ans ; 67 ans pour France 3 ou France 5) racontent en creux le vieillissement de notre pays. Mais cette évolution démographique majeure n'influe pas uniquement sur l'activité économique, elle oriente également implacablement les choix collectifs de la Nation. Sous l'impulsion de cette main invisible, les arbitrages budgétaires et politiques ont été systématiquement effectués, et ce quelle que soit la couleur des majorités politiques qui se sont succédé depuis 50 ans, en faveur des seniors, qui représentent aujourd'hui près de 36% du corps électoral, et souvent plus de 40% des votants, ces tranches d'âge étant les plus civiques.

Ce poids démographique croissant des seniors, combiné à un trait psychologique caractéristique de l'individu contemporain (qu'avec Ruben Rabinovitch nous appelons l'Homo occidentalis) à savoir la préférence accordée à l'instant présent sur la préparation de l'avenir, explique en bonne partie pourquoi notre société n'a pas investi davantage dans l'éducation. Le budget de l'Education Nationale correspond ainsi aujourd'hui au montant versé chaque année pour payer les intérêts de la dette colossale, que notre pays a accumulée au cours des dernières décennies pour financer son train de vie quotidien. Pour pasticher la célèbre formule prononcée par le député socialiste André Laignel en 1981, on peut dire hélas que depuis plusieurs décennies : « La jeunesse a économiquement tort, parce qu'elle est démographiquement minoritaire ». Ce choix collectif implicite a produit le terreau sur lequel le mouvement lycéen s'est développé.

2- La massification scolaire a profondément ancré dans les esprits le principe de libre choix d'orientation, principe semblant remis en cause par Parcoursup.

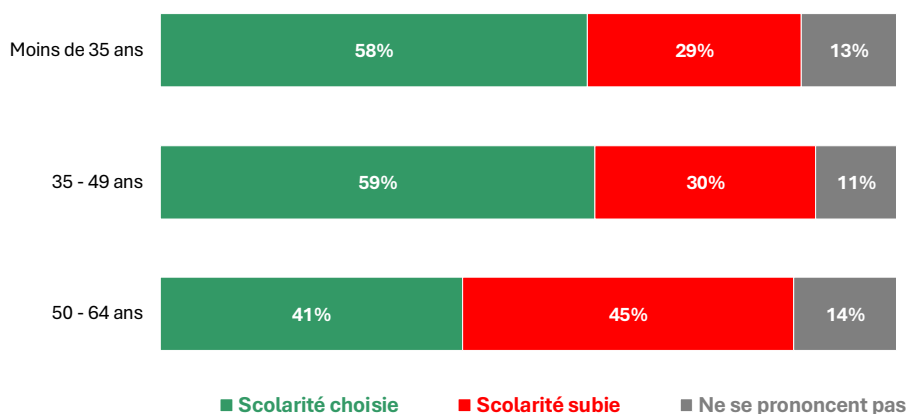
Cette mobilisation lycéenne intervient 41 ans après l'objectif lancé par Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Education, d'envoyer 80% d'une classe d'âge au bac. Après quatre décennies d'efforts, cet objectif a été atteint, transformant spectaculairement la stratification éducative du pays, car on rappellera que quand Jean-Pierre Chevènement annonça ce projet en 1985, moins de 30% d'une classe d'âge poursuivaient ses études jusqu'au bac...

1985-2020 : Evolution de la proportion de bacheliers dans une génération



Cette réalité nouvelle, qui s'est dessinée en moins de deux générations, a modifié en profondeur le rapport des jeunes et de leurs familles à l'orientation scolaire. Depuis de nombreuses années maintenant, une large majorité des jeunes peut globalement suivre la scolarité qu'elle souhaite, ce qui constitue une rupture historique majeure. Comme le montre le graphique suivant, près de 6 personnes sur 10 âgées de moins de cinquante ans (soit les générations qui ont été scolarisées après l'annonce de l'objectif de 80% de la classe d'âge au bac) considèrent qu'elles ont globalement pu suivre l'orientation scolaire qu'elles souhaitaient, quand une majorité relative des 50-64 ans, dont la majeure partie de la scolarité s'est déroulée avant 1985, déclare qu'elle a subi une orientation qu'elle n'avait pas vraiment ou pas du tout choisie.

2026 : La perception d'avoir pu choisir son orientation lors de sa scolarité



Les parents des lycéens qui se mobilisent aujourd'hui, ont en moyenne entre 40 et 50 ans. Ils appartiennent donc aux cohortes générationnelles, qui ont majoritairement pu choisir leur orientation. Ce droit à l'accès aux études supérieures et au libre choix d'orientation, qui était encore l'apanage d'une minorité de familles au milieu des années 1980, est désormais très largement répandu dans la population depuis au moins une génération. Il constitue une véritable conquête démocratique, à laquelle les parents et leurs enfants sont désormais très attachés, Alain Finkielkraut parlant avec humour du bac comme d'un nouveau droit de l'homme.

Ce droit au choix de son orientation acquis au cours des dernières décennies constitue un élément essentiel dans le long processus d'autonomisation des individus, qui a abouti à l'avènement de l'homo occidental. Après la sécularisation de notre société, ayant émancipé l'individu de la matrice religieuse dans les années 1960, puis la révolution des mœurs (chute des mariages, hausse des séparations, des familles recomposées et monoparentales) qui a vu l'homo occidental prendre ses libertés avec les structures familiales traditionnelles à partir des années 1970-80, la massification scolaire a représenté une autre étape décisive dans l'édification d'une société du libre choix tout au long de la vie.

Mais cette démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur a accentué la compétition scolaire et la mise en place de Parcoursup apparaît, par ailleurs, comme remettant en cause la liberté de choix en matière d'orientation, à laquelle les jeunes sont désormais très attachés. On a là sans doute un des ressorts essentiels permettant de comprendre l'ampleur de la mobilisation. Les critiques à l'encontre de Parcoursup sont, en effet, récurrentes dans les propos et témoignages des lycéens. On fustige l'opacité de l'algorithme et l'aberration de certaines réponses proposées aux élèves. Si ces critiques ne sont pas nouvelles, la plateforme ayant été mise en place en 2018, le fait qu'un nombre croissant d'élèves se soient retrouvés sans affectation au mois de juillet dernier a encore accentué le stress et l'inquiétude parmi les lycéens, sachant que les notes entrent en ligne de compte dès l'année de première.

3- Moindre capacité de concentration et moindre aptitude à fournir un effort intellectuel soutenu alimentent la chute tendancielle du niveau scolaire.

Parallèlement à la dénonciation des dysfonctionnements de Parcoursup, la question des emplois du temps trop chargés revient également régulièrement parmi les doléances formulées par les lycéens mobilisés. La réforme Blanquer de 2019, qui a remplacé les filières L, ES et S par des choix de spécialités, a *de facto* considérablement complexifié la construction des emplois du temps pour les équipes de direction des lycées. En effet, au sein d'une même classe de première ou de terminale, des élèves peuvent avoir des spécialités différentes et les combinaisons de spécialités retenues (trois en classe de première et deux en terminale) donnent à l'élaboration des emplois du temps des allures de casse-tête chinois. Le résultat de ce rubik's cube pédagogique se solde souvent par des emplois du temps à trous, allongeant d'autant les journées des lycéens concernés.

Ces journées à rallonge ainsi que des effectifs nombreux en classe (sujet également régulièrement dénoncé par les lycéens) pèsent incontestablement sur la capacité de concentration et sur l'attention des élèves.

Toutefois, par-delà ces facteurs liés à l'environnement de travail, ces moindres capacités de concentration nous semblent typiques des caractéristiques du fonctionnement psychique de l'homo occidental, et notamment de ses plus jeunes représentants. Avant même l'apparition des réseaux sociaux et l'omniprésence des écrans, les pays occidentaux sont progressivement rentrés à partir des années 1960 dans ce que nous appelons avec Ruben Rabinovitch, le nouveau régime psychique. Alors que l'ancien régime psychique,

engendré par la société traditionnelle au fonctionnement très vertical, produisait des individus ayant été formatés (pour le meilleur et pour le pire) dès le plus jeune âge à se conformer à la règle et à l'autorité, à canaliser leur impulsivité et à concentrer leur attention pour fournir un effort ou un travail intellectuel soutenu, une telle discipline psychique semble beaucoup plus difficile à suivre pour les individus évoluant dans le nouveau régime psychique, régnant dans nos sociétés libérales contemporaines. Ce changement de paradigme s'observe au quotidien dans les salles de classe. Alors qu'en 1973, 58% des enseignants du secondaire déclaraient n'avoir « pas du tout de mal » à maintenir un minimum de discipline parmi leurs élèves, cette proportion n'était plus que de 25% en 2021.

Cette moindre faculté de concentration et cette moindre aptitude à fixer son attention, par exemple sur un texte, n'affecte pas que les plus jeunes (comme en témoigne le recul de la pratique de la lecture dans l'ensemble de la population), mais c'est dans ces générations que ces phénomènes sont les plus marqués. Ces jeunes générations voient leur attention sollicitée en permanence par le défilé d'un flot ininterrompu de vidéos et d'images et par les notifications de leur écran de téléphone. En une génération (le premier iPhone arrive sur le marché en 2007), une véritable addiction au téléphone s'est développée. Ces jeunes individus sont devenus dépendants, au sens toxicologique du terme, à leur écran et le sevrage est quasiment impossible. On notera d'ailleurs que l'interdiction des téléphones portables dans les lycées, mesure instaurée en cette rentrée, figure en bonne place parmi les thèmes abordés par les jeunes sur la plateforme mise en place par le Ministère pour recueillir leurs doléances.

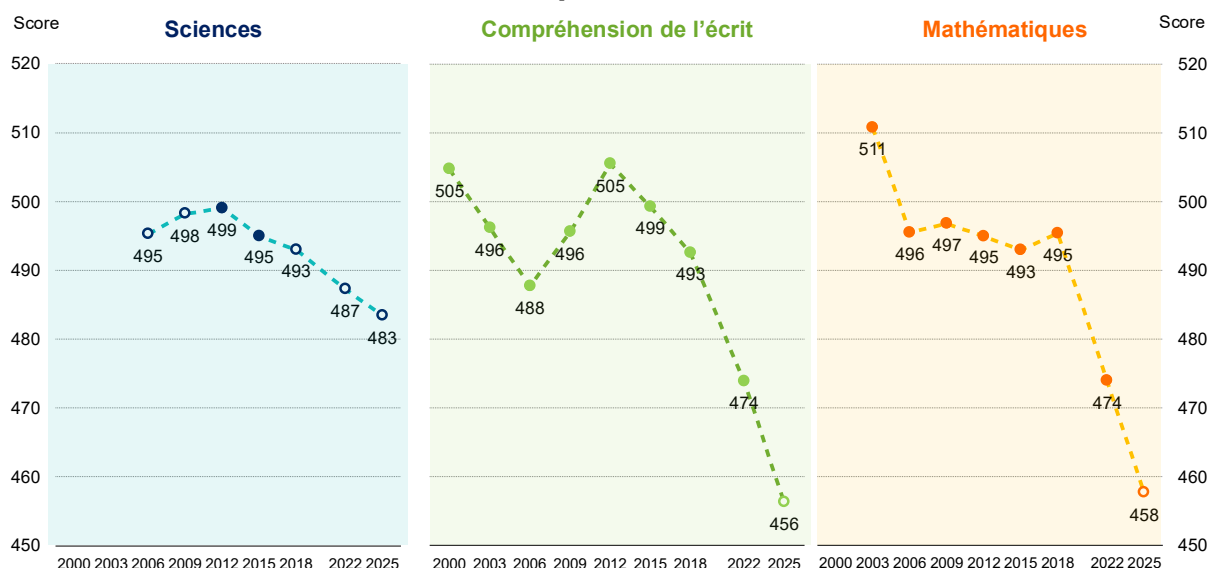
Mais les lycéens évoluent également dans une société où les loisirs sont grandement valorisés au détriment du temps d'étude. Il y a quelques années, Acadomia, entreprise leader dans le secteur du soutien scolaire, avait ainsi diffusé une campagne de publicité à destination des parents, montrant des familles jouant ensemble et ayant pour slogan « Vous avez mieux à partager en famille que les devoirs. »

Dans le nouveau régime psychique, ce n'est pas uniquement le rapport aux devoirs à la maison qui a changé, mais également les méthodes d'enseignement en classe. Alors que sous l'ancien régime psychique, l'élève était soumis à des exercices exigeants (calcul mental et dictées à un rythme soutenu au primaire, problèmes aux énoncés complexes et lectures d'œuvres complètes dans le secondaire) ainsi qu'à des pratiques contraignantes (apprentissage par cœur), le degré d'exigence est désormais moindre. Tout se passe comme si l'institution scolaire avait considéré au fil du temps qu'on ne pouvait plus astreindre les nouvelles générations d'élèves aux mêmes standards et qu'il fallait davantage leur permettre d'exprimer leur créativité et leur sensibilité, plutôt que d'être dans une approche trop verticale et directive. On retrouve là une marque de fabrique du nouveau régime psychique, qui accorde une grande importance à la subjectivité et au confort individuels au détriment de la transmission exigeante d'un héritage collectif.

Quels sont les résultats de cette approche pédagogique et de ce nouveau rapport à l'enseignement, qui se sont progressivement déployés au cours des dernières décennies ? Les données de l'enquête Pisa, réalisée auprès d'élèves de 15 à 16 ans - soit précisément l'âge de bon nombre de lycéens mobilisés -, sont particulièrement parlants. Le 8 septembre dernier, soit dix jours seulement avant que ne débute la mobilisation (au lycée Saint-Exupéry de Créteil), les conclusions de l'enquête PISA de 2025 étaient rendues publiques. Elles indiquaient la poursuite du décrochage du niveau moyen des adolescents dans les trois disciplines évaluées : sciences, mathématiques, et compréhension de l'écrit. On dispose sur ces deux dernières matières d'un comparatif depuis 2000, et comme le montrent les courbes suivantes, la chute sur 25 ans est spectaculaire.



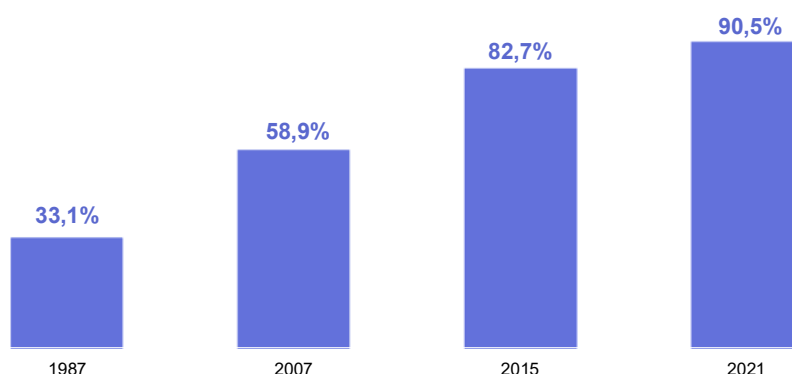
Classement PISA : les résultats de 2025 sont les plus bas jamais mesurés dans les trois disciplines évaluées.



Comme on l'a vu, les mauvaises conditions de travail dans certains établissements et le fonctionnement de Parcoursup sont les principaux moteurs de la mobilisation lycéenne. Mais les doutes sur la valeur réelle de leur futur bac et sur leur niveau scolaire véritable participent également du désarroi et de l'inquiétude d'une partie de ces jeunes.

L'enquête LEC (pour Lire, Ecrire, Compter) est moins connue que PISA, mais tout aussi précieuse pour objectiver les évolutions de long terme. Pilotée par la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance du Ministère de l'Éducation Nationale, cette enquête est réalisée depuis 1987 auprès d'élèves de CM2. La dernière livraison date de 2021 et nous disposons donc d'un champ d'observation s'étalant sur plus de 30 ans. Les résultats de l'enquête LEC sont congruents avec ceux de PISA, mais ils nous montrent que le décrochage est intervenu dès les années 1990 et dès l'école élémentaire. La chute du niveau scolaire est donc durablement installée et prend sa source dès les premières années d'apprentissage. Ainsi en calcul par exemple, le score moyen des élèves de CM2 s'établissait à 250 points en 1987, contre seulement 175 en 2021. De manière très concrète, quand 74% des élèves de CM2 réussissaient l'exercice sur les divisions en 1987, ils n'étaient plus que 37% en 2017, le taux de réussite ayant été divisé par deux en trente ans... Pour ce qui est de l'orthographe, le recul est plus spectaculaire encore. La même dictée de 67 mots, « sans difficulté particulière » d'après les responsables de l'enquête LEC, est administrée à chaque nouvelle édition de l'étude. En 1987, la proportion d'élèves effectuant 15 fautes ou plus (ce qui est beaucoup au regard de la longueur du texte qui fait seulement 10 lignes) était d'un tiers. 34 ans plus tard, c'est la quasi-totalité de la classe d'âge (90,5%) qui affiche une aussi piètre performance.

1987 - 2021 : évolution de la proportion d'élèves de CM2 faisant 15 erreurs ou plus à la dictée-test de l'enquête LEC



4- Sous les pavés, la rage.

Parallèlement à l'attachement viscéral à la liberté de choix dont nous avons parlé précédemment, toute une partie des individus évoluant dans ce nouveau régime psychique, et notamment les plus jeunes, entretiennent un rapport différent à l'autorité et aux figures qui l'incarnent. Et ils se montrent également beaucoup moins résistants à la frustration et moins en capacité de canaliser leurs pulsions. Et si l'absence de réponse politique au sommet de l'Etat au début du mouvement et l'envoi en nombre d'effectifs de police non spécialisés dans le maintien de l'ordre aux abords des lycées ont tendu la situation et amplifié la mobilisation et la détermination des lycéens, ces caractéristiques de la nouvelle *psyché* collective expliquent que la mobilisation ait très vite été marquée par des épisodes de violences.

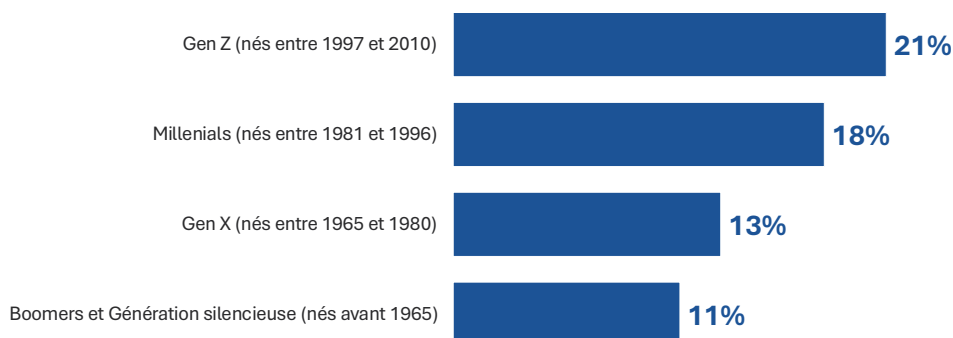
Comme lors des précédents mouvements de contestation juvénile, les affrontements ont d'abord traditionnellement opposé une partie des manifestants aux forces de l'ordre. Mais le degré de violence (notamment du fait de l'usage récurrent des désormais célèbres mortiers d'artifice) a monté de plusieurs crans. A la date du 7 octobre, soit un peu moins de trois semaines après le début du mouvement, pas moins de 761 policiers et gendarmes, ainsi que 215 manifestants avaient été blessés. Si ce mouvement se distingue déjà par son lourd bilan, il se singularise également par la nature des personnes ayant été visées par les violences. En effet, à ce jour, 65 personnels de l'Education Nationale ont été agressés. De tels actes ne s'étaient jamais produits jusqu'ici, ni même en mai 68, période durant laquelle les repères et les interdits traditionnels étaient encore en place.

Ces scènes de proviseurs et d'enseignants (mais aussi de pompiers), molestés voire tabassés par de jeunes manifestants, illustrent que des verrous ont sauté. L'autorité symbolique, dont ces professions bénéficiaient sous l'ancien régime psychique, ne dissuade manifestement plus certains émeutiers de s'en prendre à eux désormais. Ces agressions dans les lycées en marge de la mobilisation ne sont que la pointe émergée d'un phénomène beaucoup plus répandu dans toute la société. Par un effet de concomitance des temps, la RATP a par exemple déployé en cette rentrée une vaste campagne d'affichage sur son réseau pour rappeler les peines encourues en cas d'agressions physiques ou menaces et crachats sur ses agents.

Non seulement ces totems d'immunité dont bénéficiaient certaines professions ne sont plus reconnus, ni respectés, mais parallèlement, la propension à canaliser son agressivité a été nettement abaissée. Alors que sous l'ancien régime psychique, l'individu avait été conditionné dès le plus jeune âge à gérer sa frustration, à prendre son mal en patience et à maîtriser ses pulsions, cette aptitude ne va plus de soi chez certains, qui se laissent déborder par leurs affects. Des expressions du langage courant comme « péter un câble » ou « péter un plomb », traduisent bien cette configuration psychique nouvelle en donnant à voir l'image d'une surcharge qui doit être immédiatement évacuée, car l'individu ne parvient plus à l'absorber et à y faire face. Lorsqu'un jeune impliqué dans l'agression du policier à Belfort explique qu'il ne sait pas ce qui lui a pris et qu'il a « été pris par l'adrénaline », on retrouve typiquement cette difficulté à contenir ses affects et ses pulsions. Cela ne signifie pas que la violence est nouvelle. Elle a toujours existé, notamment dans les mobilisations sociales. Mais dans ses travaux sur ce qu'il appelait le *processus de civilisation*, Norbert Elias avait montré comment de manière séculaire les sociétés occidentales avaient travaillé à canaliser la violence et à domestiquer les pulsions. Aujourd'hui, certaines de ces forces de rappel sont apparemment beaucoup moins efficaces et les butées et verrous sautent beaucoup plus facilement.

Cette configuration psychique nouvelle et cette moindre capacité à maîtriser son agressivité s'accompagnent dans une partie des générations les plus jeunes, d'une légitimation rationnelle et assumée du recours à la violence. 21% des membres de la « Gen Z » (nés entre 1997 et 2010), soit la génération qui est actuellement mobilisée, considèrent ainsi que dans certaines circonstances, la violence contre des personnes est un moyen acceptable de défendre ses idées.

L'adhésion à l'affirmation : «dans certaines circonstances, la violence physique contre des personnes est un moyen acceptable pour défendre ses idées ».



Cette opinion est deux fois moins répandue parmi les personnes nées avant le début des années 1960 et qui furent donc très majoritairement conditionnées sous l'ancien régime psychique. Ce changement de rapport à la violence et cette moindre capacité à canaliser ses pulsions expliquent l'impressionnant bilan humain et matériel constaté au cours de ces semaines de mobilisation.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Ifop Opinion.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Ifop Opinion
Auteur de *Métamorphoses françaises*. Le Seuil. 2024

Récemment publiés

- N°251 :** *Comment la France s'est accoutumée aux violences urbaines lors des évènements sportifs et festifs*
- N°250 :** *Municipales 2026 : un Paris durablement ancré à gauche*
- N°249 :** *Le 21 avril sarthois. Quand le RN a conquis La Flèche*
- N°248 :** *Abstention aux municipales : entre prise de distance avec la politique locale et dévitalisation du fait communal en milieu rural*
- N°247 :** *Témoin, acteur et révélateur : Amazon au cœur de l'évolution des modes de consommation des 25 dernières années*
- N°246 :** *Les Etats-Unis, toujours un allié sûr ? Quand Trump ébranle l'image de l'Amérique*
- N°245 :** *Géographie électorale du Front populaire.*
- N°244 :** *Voyage dans la France hydroponique*
- N°243 :** *Retour sur un séisme électoral*
- N°242 :** *Le modèle étato-consumériste. La France dans l'impasse*
- N°241 :** *Course à la mer et poursuite de l'étalement urbain : La crise Covid a amplifié les mouvements de population déjà à l'œuvre*
- N°240 :** *#MeToo en France : Le regard des Français sur les affaires les plus médiatisées*
- N°239 :** *La vitalité de « l'économie de débrouille » : Symptôme du désarrimage des catégories populaires et (en mineur) des aspirations à une alter-consommation*
- N°238 :** *Classes moyennes en tension. Entre vies au rabais et aides publiques insuffisantes*
- N°237 :** *« Les absents n'ont pas toujours tort ». Analyse de la progression de l'absentéisme au travail*
- N°236 :** *Emeutes : premiers éléments de diagnostic*
- N°235 :** *Où sont passées les premières et deuxièmes lignes ?*



Everything starts with people